

Joseph Staline, Après la victoire

Légende: En octobre 1948, Joseph Staline accorde au quotidien communiste soviétique Pravda une interview dans laquelle il expose sa vision du blocus de Berlin et dénonce la politique agressive du bloc occidental à l'encontre de l'URSS.

Source: STALINE, Joseph. Après la victoire, Pour une paix durable. Paris: Editions sociales, 1949. 108 p. p. 100-102.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/joseph_staline_apres_la_victoire-fr-05404238-f366-453f-8ed0-f92b3b22eb33.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Joseph Staline, Après la victoire

QUESTION : *Comment jugez-vous les résultats de la discussion au Conseil de Sécurité de la question de la situation à Berlin et le comportement des représentants anglo-américains et français dans cette affaire ?*

REPONSE : Je les juge comme une manifestation de l'agressivité de la politique des milieux dirigeants anglo-américains et français.

QUESTION : *Est-il exact qu'au mois d'août de cette année un accord des quatre puissances sur la question de Berlin a déjà été réalisé une fois ?*

REPONSE : Oui, cela est exact. Comme on le sait, le 30 août dernier un accord a été réalisé à Moscou entre les gouvernements de l'U.R.S.S., des Etats-Unis, de l'Angleterre et de la France sur l'application simultanée des mesures de levée des restrictions sur les transports d'une part, et d'introduction à Berlin du mark allemand de la zone soviétique, en tant que monnaie unique, d'autre part. Cet accord ne porte atteinte au prestige de quiconque, il tient compte des intérêts des parties et garantit la possibilité d'une collaboration ultérieure. Or les gouvernements des Etats-Unis et de l'Angleterre ont désavoué leurs représentants à Moscou et ont déclaré cet accord inexistant, c'est-à-dire qu'ils l'ont violé, décidant de soumettre la question au Conseil de Sécurité où les Anglo-Américains ont une majorité assurée.

QUESTION : *Est-il exact que récemment à Paris lors de la discussion de la question au Conseil de Sécurité un accord sur la question de la situation à Berlin a de nouveau été réalisé dans des pourparlers non officiels dès avant le vote sur cette question au Conseil de Sécurité ?*

REPONSE : Oui, cela est exact. M. Bramuglia, représentant de l'Argentine et président du Conseil de Sécurité, qui menait les pourparlers officiels avec le camarade Vychinski au nom des autres puissances intéressées a eu en effet entre les mains le projet concerté de résolution de la question de la situation à Berlin. Mais les représentants des Etats-Unis et de l'Angleterre ont à nouveau déclaré cet accord non existant.

QUESTION : *Quelle en est la raison, peut-on l'expliquer ?*

REPONSE : La raison en est que les inspirateurs de la politique agressive aux Etats-Unis et en Angleterre ne se considèrent pas intéressés à un accord et à la collaboration avec l'U.R.S.S. Ils ont besoin non pas d'un accord et de la collaboration, mais de discours sur l'accord et la collaboration afin de faire échouer l'accord, d'en rejeter la faute sur l'U.R.S.S. et de «démontrer» par là l'impossibilité de collaborer avec l'U.R.S.S. Les fomentateurs de guerre qui s'efforcent de déclencher une nouvelle guerre craignent plus que toute autre chose les accords et la collaboration avec l'U.R.S.S., car la politique d'accords avec l'U.R.S.S. sape les positions des fomentateurs de guerre et rend sans objet la politique agressive de ces messieurs.

C'est précisément pour cela qu'ils sabotent les accords déjà réalisés, désavouent leurs représentants qui ont élaboré de tels accords avec l'U.R.S.S., transfèrent la question au Conseil de Sécurité en violation de la Charte de l'Organisation des nations unies, où ils ont une majorité assurée et où ils peuvent «prouver» tout ce qui leur plaît. Tout cela afin de «montrer» l'impossibilité de collaborer avec l'U.R.S.S., de «montrer» la nécessité d'une nouvelle guerre et de préparer par là même les conditions pour le déclenchement d'une nouvelle guerre.

La politique des dirigeants actuels des Etats-Unis et de l'Angleterre est une politique d'agression, une politique de déclenchement d'une nouvelle guerre.

QUESTION : *Et comment faut-il juger la conduite des représentants des six Etats au Conseil de Sécurité: Chine, Canada, Belgique, Argentine, Colombie, Syrie ?*

REPONSE : Il est évident que ces messieurs appuient la politique d'agression, la politique de déclenchement d'une nouvelle guerre.

QUESTION : *Par quoi tout cela peut-il se terminer ?*

REPONSE : Cela ne peut se terminer que par l'échec honteux des instigateurs d'une nouvelle guerre. Churchill, le principal instigateur d'une nouvelle guerre, a déjà tant et si bien fait qu'il a perdu la confiance de sa nation et des forces démocratiques du monde entier. Le même sort attend tous les autres fomentateurs de guerre. Les horreurs de la récente guerre sont trop vivantes dans la mémoire des peuples et les forces sociales qui sont pour la paix sont trop grandes pour que les disciples de Churchill en matière d'agression puissent en venir à bout et les détourner dans le sens d'une nouvelle guerre.